



Donner à l'industrie canadienne le coup de pouce nécessaire pour réussir : Un plaidoyer en faveur des normes internationales

Dans notre économie mondiale moderne, avoir des idées novatrices n'est pas garant de succès. Les frontières entre les marchés s'effacent progressivement, et les entreprises doivent de plus en plus se tourner vers les marchés étrangers pour demeurer compétitives. Or, tout un système est requis en coulisse pour qu'une entreprise puisse mettre ses idées et produits novateurs sur les marchés mondiaux, système dans lequel la normalisation joue un rôle essentiel.

Il est maintenant possible pour toute entreprise, petite ou grande, de se faire une clientèle partout dans le monde. Pour y parvenir efficacement, elle doit toutefois comprendre les normes et les adopter. Des normes et règlements divergents entre divers pays — voire dans un même pays à administrations multiples comme le Canada — peuvent retarder et entraver l'accès au marché, et ainsi empêcher les entreprises d'exploiter pleinement leur potentiel.

« Les normes comptent. Elles sont pratiquement impératives pour faire affaire à l'échelle régionale ou internationale. Si une entreprise ne réussit pas à se conformer aux normes du pays d'exportation ciblé, son produit sera tout simplement refusé sur ce marché », explique John Walter, directeur général du Conseil canadien des normes (CCN). « En fait, les normes aident bien souvent les entreprises à rester en affaires. »

Passer du simple potentiel à un succès assuré

En plus d'aider les entreprises à percer sur les marchés intérieurs et étrangers, les normes diminuent leurs coûts, augmentent leur productivité, réduisent leurs risques, et leur donnent la longueur d'avance nécessaire pour stimuler et soutenir l'innovation. En tant que dirigeant du réseau canadien de normalisation, le CCN aide les entreprises canadiennes de toutes tailles à profiter au maximum des normes et à diffuser leurs idées et produits novateurs au pays et hors frontières. Pour ce faire, il est cependant indispensable que l'industrie canadienne saisisse pleinement l'importance des normes internationales et des gains qu'elles peuvent générer.

Les avantages du recours aux normes n'ont rien de nouveau. Les normes ont été un pilier de l'industrialisation du Canada et

sont toujours aussi essentielles aujourd'hui. Ces dernières années, on tend toutefois à délaisser l'utilisation de normes élaborées par et pour un pays particulier au profit de l'adoption de normes internationales qui ouvrent les portes du marché mondial.

« Notre catalogue de normes nationales, par exemple, contenait plus de 5 000 normes il y a 15 ans. Il en compte environ 2 900 à l'heure actuelle et la tendance est de tenir de moins en moins de normes nationales », explique Michel Girard, vice-président à la Direction de la stratégie du CCN. « Nous comptons de plus en plus sur les normes régionales ou internationales, que ce soit dans des secteurs comme les industries forestière ou minière, ou encore pour exporter et assurer la sécurité des produits, et la réalité est que les entreprises doivent plus que jamais se conformer aux normes régionales et internationales si elles veulent réussir. »

Investir dans les normes fait toute la différence

La British Standards Institution (BSI) a récemment commandé une étude indépendante qui vient corroborer les remarques de M. Girard. Un total de 527 entreprises britanniques de sept grands secteurs d'activité ont été interrogées pour déterminer l'impact des normes. La conclusion de l'étude est simple : investir dans les normes s'avère fructueux pour les organismes qui les utilisent. Au Royaume-Uni, les petites et moyennes entreprises (PME) sont plus susceptibles d'exporter, à hauteur de 41 %, et les grandes entreprises à hauteur de 36 %, si elles ont recours à des normes internationales. Plus de la moitié des organismes interrogés ont affirmé que l'utilisation de normes a facilité leur accès à l'information technique et trois quarts des répondants ont affirmé avoir amélioré leur réputation en recourant aux normes. En plus d'être importantes pour les entreprises elles-mêmes, les normes contribuent aussi à l'économie nationale. Le rapport de la BSI a constaté que l'utilisation des normes a engendré une croissance de 28,4 % du PIB du Royaume-Uni, une hausse de 37,4 % de la productivité et une augmentation de 6,1 milliards de livres (environ 12,2 milliards de dollars canadiens) des exportations britanniques annuelles.

Il est estimé que les normes ont une incidence sur environ 80 % des échanges mondiaux actuels, et les pays dans le monde commencent à comprendre que l'utilisation — et l'élaboration — de normes est tout à leur avantage. Les économies émergentes voient déjà dans la participation à l'élaboration des normes internationales un moyen d'exercer leur influence sur le marché mondial et d'atteindre les buts et objectifs stratégiques de leur pays. Et leur investissement rapporte. Des pays comme la Chine, l'Inde et la Russie occupent toujours davantage de postes au sein de comités techniques de l'Organisation

internationale de normalisation (ISO) et de la Commission électrotechnique internationale (IEC). D'ailleurs, la Chine offre même des mesures incitatives et des récompenses aux experts techniques qui participent à l'élaboration de normes et elle assume de plus en plus, au sein de comités ou sous-comités, des postes de secrétariat ou de direction laissés vacants par les autres pays. Le Canada, au contraire, voit stagner le nombre d'experts canadiens qui siègent à des comités techniques internationaux — à peine plus de 3 000 Canadiens font maintenant partie de comités ISO et IEC. Mais il ne s'agit pas simplement d'augmenter le nombre d'experts participants, mais plutôt de trouver les bons experts pour siéger aux comités, de façon à générer le maximum de bénéfices pour le Canada.

« Si la situation ne change pas, la voix du Canada — et nos besoins — ne se feront pas entendre », d'affirmer Michel Girard. « Notre influence devrait croître et ce n'est pas le cas. »

Il est estimé que les normes ont une incidence sur environ 80 % des échanges mondiaux actuels, et les pays dans le monde commencent à comprendre que l'utilisation — et l'élaboration — de normes est tout à leur avantage. Les économies émergentes voient déjà dans la participation à l'élaboration des normes internationales un moyen d'exercer leur influence sur le marché mondial

Assurer la présence du Canada dans les délibérations internationales

« Le Canada est vraiment à la traîne derrière la plupart des nations industrialisées à l'heure actuelle. Nous devons intervenir et faire preuve de leadership », explique M. Girard. « Comme le dit l'adage, les absents ont toujours tort. Si vous n'êtes pas présent, il est certain que vos points de vue ne seront pas pris en compte. »

Sylvie Lafontaine, vice-présidente à la Direction des solutions de normalisation du CCN, partage cet avis. Elle estime que le Canada a du pain sur la planche s'il veut rattraper les autres pays, où le secteur public et le secteur privé sont bien conscients l'un comme l'autre de l'importance des normes — des pays qui sont en passe d'acquiescer rapidement une position dominante dans le milieu de la normalisation au lieu de simplement suivre le courant.

« Je crois que certains pays, comme la Chine et le Japon, ont tout compris », explique M^{me} Lafontaine. « Nous sommes beaucoup trop nonchalants et nous serons à la merci d'autres économies, d'autres pays. Nous risquons de perdre du terrain par rapport à d'autres économies qui bâtissent dans leur pays

un système de normalisation et de conformité qui dominera l'échiquier mondial. »

« Il existe des dizaines et des dizaines de technologies prometteuses au Canada qui ne verront jamais le jour. Elles sont anéanties par des compétiteurs avant d'être déployées à l'échelle internationale parce que nous n'avons pas pris part à la conception de la bonne norme internationale », de renchérir Michel Girard.

John Walter donne l'exemple de la technologie des microbulles, qui illustre parfaitement cet état de choses. Inventée il y a plusieurs années par l'industrie japonaise, cette technologie innovante permet de réduire jusqu'à 90 % de la quantité d'eau utilisée pour nettoyer des produits, qu'il s'agisse de planchers ou de machinerie industrielle, en injectant des bulles d'air ultra-fines dans l'eau. Comme l'eau ne gèle pas, elle peut en outre être utilisée comme agent de dégivrage non chimique pour les avions, ce qui est particulièrement intéressant ici au Canada. Mais puisque le Japon a pris les devants dans le développement de cette technologie, et dans l'élaboration de la norme internationale consécutive, le Canada est laissé à l'écart.

« Nous ne devrions pas tenter de jouer un rôle de meneur dans les domaines où les normes internationales sont déjà largement connues, soutenues et utilisées. Il ne sert à rien de réinventer la roue », déclare M. Walter, directeur général du CCN. « Je crois que notre attention devrait plutôt se porter vers les secteurs où le Canada détient une expertise particulière ou un avantage particulier. »

« Comme le Japon a proposé la création du comité technique (ISO), il a pu sélectionner le président et le secrétariat du comité », explique M. Walter. « Il y a donc maintenant une nouvelle technologie qui sera utilisée partout sur la planète, et ce sera le Japon qui aura la mainmise sur le produit original. Il aura la mainmise sur la norme qui en dictera l'utilisation et continuera par le fait même d'avoir une longueur d'avance sur le reste du monde entier. »

Voilà le genre de rôle de chef de file que M. Walter voudrait voir le Canada assumer à l'avenir. Le défi est de déterminer les secteurs dans lesquels le CCN doit concentrer ses efforts, et ses maigres ressources.

« Nous ne devrions pas tenter de jouer un rôle de meneur dans les domaines où les normes internationales sont déjà largement connues, soutenues et utilisées. Il ne sert à rien de réinventer la roue », déclare M. Walter. « Je crois que notre attention devrait plutôt se porter vers les secteurs où le Canada détient une expertise particulière ou un avantage particulier. »

Communiquer l'importance des normes à l'industrie canadienne

Le CCN a beaucoup travaillé à déterminer où exactement réside l'expertise du Canada et les secteurs d'activité avec lesquels collaborer pour assurer la croissance à long terme du Canada. Il a organisé plusieurs initiatives pour établir la liste des secteurs qui profiteraient le plus des efforts de normalisation et s'est associé à des secteurs clés, comme ceux du chauffage et de la plomberie, du pétrole et du gaz et de l'électrotechnique pour trouver le moyen de mieux répondre à leurs besoins grâce aux normes. Il semble que le message du CCN concernant l'importance des normes est tout à fait bienvenu.

« Chaque fois que nous approchons les gens, on nous demande où nous étions tout ce temps! C'est d'établir un contact initial qui est souvent difficile », de dire Sylvie Lafontaine. « Ce n'est pas tout le monde qui saisit pleinement la valeur et les avantages de la normalisation. C'est à nous de les aider à comprendre et à adopter des normes, pour leur faire réaliser des gains de temps, d'argent, de productivité, tout en améliorant la qualité [de leur offre de produits et de services] et en réduisant leurs risques. »

« Nous devons travailler ensemble pour nous demander quels sont les secteurs dans lesquels les normes pourraient stimuler la compétitivité. Et comment l'industrie peut-elle participer au processus de normalisation national ou international pour y arriver? » déclare M. Walter. « Il s'agit de transmettre l'information à l'industrie. Une fois au courant, je crois qu'elle sera très enthousiaste. »

Aider le Canada à devenir meneur plutôt que preneur

John Walter mentionne les quatre Normes nationales du Canada récemment élaborées pour faciliter l'adaptation des infrastructures du Nord aux changements climatiques, comme exemple de domaine dans lequel le Canada détient un avantage naturel et de travail de normalisation innovant

qu'il aimerait voir se répéter davantage à l'avenir. Élaborées grâce au soutien financier du gouvernement du Canada, les quatre, bientôt cinq, normes portent sur des aspects comme l'augmentation des charges de neige sur les toitures et les effets de la dégradation du pergélisol sur les structures existantes. Comme l'explique M. Walter, ces nouvelles normes pourraient être utiles ailleurs que dans le Nord du Canada.

« Je pense qu'il s'agit d'un cas où nous avons une expertise qui serait selon moi utile en Alaska, au Groenland, en Finlande, en Norvège, en Suède, en Russie et ailleurs. Où le Canada pourrait jouer un rôle de leader », dit-il.

Les efforts du CCN pour faire avancer l'harmonisation commencent à porter des fruits. Dans son travail avec le Conseil de coopération Canada-États-Unis en matière de réglementation, le CCN a pris part à un projet pilote visant la création d'une norme de plomberie commune des deux côtés de la frontière

Le Canada a également fait des progrès dans l'harmonisation des normes du Canada et des États-Unis. Vu l'immense interconnexion de l'économie canadienne avec celle de notre voisin du Sud, le manque d'harmonisation entre les deux pays contribue à l'écart actuel entre les prix, écart qui signifie que les Canadiens déboursent plus que les Américains pour des produits identiques. Les produits du Canada doivent dans bien des cas être mis à l'essai pour le marché américain, puis une fois encore — ou plusieurs fois, selon les exigences provinciales et territoriales — pour le marché canadien, ce qui fait monter les prix que paient les consommateurs canadiens et réduit les marges de profit des entreprises.

Dans le secteur de la plomberie et du chauffage par exemple, seuls 10 % des normes sont présentement harmonisés entre le Canada et les États-Unis. En revanche, les efforts du CCN pour faire avancer l'harmonisation commencent à porter des fruits. Dans son travail avec le Conseil de coopération Canada-États-Unis en matière de réglementation, le CCN a pris part à un projet pilote visant la création d'une norme de plomberie commune des deux côtés de la frontière. Michel Girard soutient que la mise en place d'une seule norme canado-américaine réduira non seulement le prix que paie le consommateur au bout du compte et l'écart de prix entre le



Canada et les États-Unis, mais préparera aussi le terrain pour une harmonisation accrue entre les deux pays dans tous les aspects commerciaux pour tous les produits.

Mais si le Canada veut demeurer compétitif sur la scène internationale dans les années à venir et préserver la qualité de vie dont jouissent maintenant les Canadiens, il est crucial d'après M. Walter que nous commençons par mieux favoriser l'innovation. Sinon, nous pourrions nous trouver à la merci d'autres pays comme la Chine et le Japon qui font de l'innovation une priorité.

Michel Girard est du même avis.

« Nous devons vraiment travailler avec les innovateurs au pays pour leur prêter main-forte et leur donner accès aux bonnes tribunes afin que les normes internationales les aident à déployer leurs produits », dit-il. « Il y a beaucoup de travail à faire pour y arriver. Il nous faut miser sur les normes dans notre pays si nous voulons réussir. »

« Dans le passé, le Canada a été davantage un preneur qu'un meneur », déclare M. Walter. « Le Canada saura se montrer à la hauteur, faute de quoi il sera tenu d'utiliser des normes qui auront été élaborées par et dans l'intérêt d'autres pays et d'autres régions. »